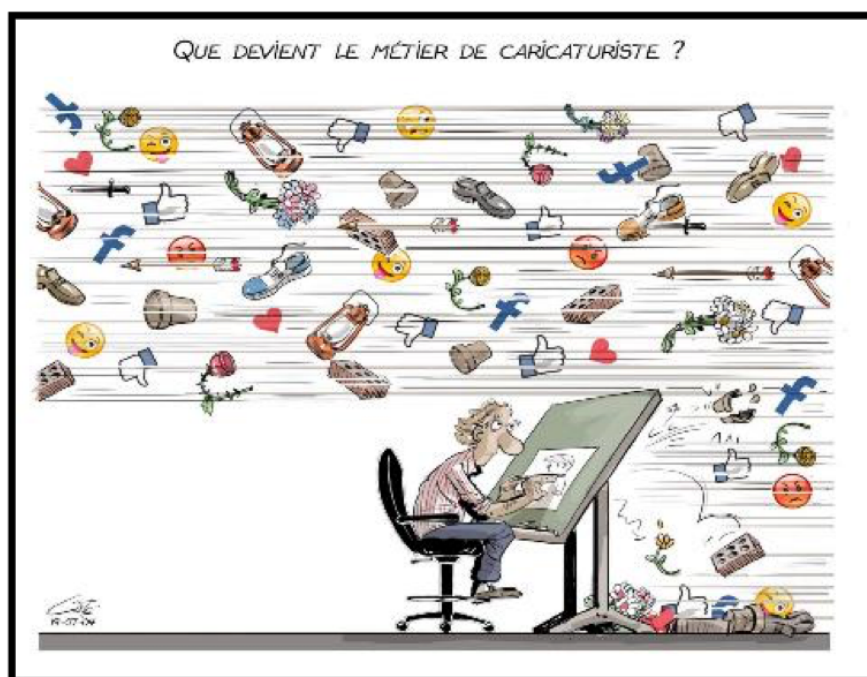


Le dessin de presse en Europe, entre censure en ligne et interventionnisme politique ?

Sylvain Platevoet, chef de projet – chargé du développement international
Cartooning for Peace
Juin 2020



Côté (Canada), Cartooning for Peace

En décembre 2019, Cartooning for Peace et *Courrier International* publiaient un numéro spécial intitulé « 2019, une année noire pour le dessin de presse », présentant un état des lieux de la liberté d'expression des dessinateurs de presse. En juin 2020, après quatre mois de crise sanitaire, la situation s'est encore dégradée, amenant Cartooning for Peace, et ses partenaires, à tirer la sonnette d'alarme dans un communiqué disponible sur son site Internet.

Ces dernières années ont été marquées par un accroissement significatif du nombre d'atteintes et la situation s'est particulièrement dégradée dans le contexte de la crise du COVID-19. Au premier semestre 2020, les associations spécialisées ont relevé le double des cas par rapport à la même période en 2019. Nous assistons également à la systématisation progressive de tendances précédemment à la marge dont les principales sont évoquées ci-après.

En premier lieu, la censure étatique, incarnation de l'autoritarisme politique, grandit en Europe et chez ses voisins proches. Menaces, intimidations et harcèlement des dessinateurs de presse par des représentants politiques se sont banalisés : c'est le cas en Hongrie, où des hommes d'État accusent le dessinateur Gábor Pápai de blasphème et d'atteinte à la Nation,



et en appellent publiquement à des poursuites judiciaires. Dans certains cas, les menaces sont suivies d'actes. Ce fut le cas du dessinateur de presse Musa Kart (Turquie), emprisonné et finalement libéré après 5 mois en 2019, mais toujours sous le coup d'une condamnation pour « association avec une organisation terroriste ». Ou encore le dessinateur Denis Lopatin (Russie) que les poursuites judiciaires poussèrent à l'exil en 2018 pour un dessin visant une députée de la Douma.

Par ailleurs, la censure est aussi régulièrement le fait d'un interventionnisme extérieur, comme l'ont illustré les demandes d'excuses publiques de la part des ambassades de Chine au Danemark, en Belgique, ou aux Pays-Bas, pour le traitement graphique que les dessinateurs avaient porté au drapeau de la République Populaire de Chine, au début de la crise du COVID-19.

Ainsi, des dessins (re-)publiés, parfois hors contexte, comme cela fut le cas pour un dessin de Gianluca Constantini (Italie), font l'objet de vives réactions d'internautes, sincères ou instrumentalisées à des fins politiques. Facilitées par l'anonymat relatif ou la distance que permettent les réseaux sociaux, insultes, menaces, demandes d'excuses publiques, diffamations sont ainsi devenues le lot de dessinateurs, contraints à la peur, à l'autocensure, à la censure ou au licenciement par des employeurs craignant la polémique de trop dans un contexte économique fragile. Une fragilité économique qui s'est amplifiée avec la crise du COVID-19 et laisse présager des jours plus sombres pour la profession.

Le constat dressé par les dessinateurs européens interrogés par Cartooning for Peace en 2019 résume parfaitement la situation : travailler pour un média est précaire et les opportunités se raréfient, publier en ligne accroît la visibilité mais s'avère risqué et ne rémunère pas. Par ailleurs, l'inquiétude grandit face au glissement autoritaire de certains gouvernements et l'influence grandissante du « politiquement correct » sur la satire. Le rejet de la censure institutionnelle et dogmatique reste donc fondamental. Il passe aussi par l'affirmation claire de notre propre tolérance au pluralisme d'idées et d'opinions.

Mais l'optimisme reste d'actualité... Le succès public des multiples initiatives mettant en avant le dessin de presse en ces temps de pandémie a aussi démontré notre besoin vital pour l'humour et la posture critique que véhiculent les dessins de presse. N'attendons pas la prochaine crise pour les apprécier et les valoriser.